

Initiatives ministérielles

Un petit nombre de logements coopératifs sont attribués à des familles à revenu moyen ou plus élevé qui paient leurs loyers au prix courant du marché. Ces logements ne sont pas subventionnés. La majorité des unités est toutefois réservée aux personnes qui ne peuvent payer le prix du marché. Celles-ci versent habituellement 25 p. 100 de leur revenu pour leur loyer, puis elles participent à la gestion démocratique de la coopérative.

Ainsi, des gens à revenus faibles, moyens et élevés vivent ensemble et prennent leurs décisions en commun. C'est une expérience enrichissante qui s'éloigne de la tendance à la formation de ghettos de notre société. Il est clair que le gouvernement refuse de donner ce genre de pouvoir aux gens et que les parlementaires semblent incapables d'imaginer la vie en communauté avec des défavorisés. Peut-être que si le premier ministre ou le ministre des Finances habitait dans le même immeuble que des gens qui ont du mal à joindre les deux bouts, des gens pauvres et défavorisés, ils ne pourraient pas nier l'existence de ces personnes. Ils ne pourraient pas dire qu'il n'y a que 750 000 enfants qui utilisent les banques d'alimentation. Ils verraient ces enfants aller tous les jours à l'école le ventre vide et ils pourraient en être assez émus pour prendre des mesures pour y remédier.

Personne ne s'attend à des miracles ni à ce qu'on supprime la pauvreté du jour au lendemain. La dernière intervention de l'ancien chef de mon parti au Parlement, M. Broadbent, a été de présenter avec succès une motion à la Chambre en vue d'éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. Nous comprenons que les enfants sont pauvres parce que leurs parents le sont. Les enfants sont pauvres parce qu'ils vivent dans une famille pauvre.

En empêchant l'accès à la formation, en perpétuant l'inégalité économique des hommes et des femmes par l'abandon de l'équité salariale, et en ne créant pas de garderies de sorte que les femmes ne peuvent pas chercher d'emploi faute d'un endroit où elles peuvent faire garder leurs enfants, de telles décisions créent et renforcent la pauvreté des enfants. Personne ne s'attend à ce que le gouvernement mette fin à la pauvreté demain matin, mais il ne s'engage pas dans une voie qui l'atténuerait et la supprimerait à long terme.

L'excuse pour réduire le financement des programmes sociaux qu'on nous donne sans cesse à la Chambre est le déficit, encore et toujours, et même à cet égard, les conservateurs connaissent un échec. Ils ont manqué leur objectif de réduction du déficit de plusieurs milliards de dollars. Une étude de Statistique Canada a montré que les dépenses sociales n'ont pas causé le déficit. Ce n'est pas en diminuant les dépenses sociales qu'on résorbera le

déficit. La seule chose qui est réduite c'est la qualité de vie de la plupart des Canadiens.

Les associations féministes ont prévenu le gouvernement des conséquences de ce budget pour les garderies. Chaque année, de nouvelles mesures sont prises pour enterrer les garderies. Le principe d'universalité est éliminé dans le cas de certains programmes sociaux. Combien de temps faudra-t-il pour l'éliminer dans le cas des autres? Le gouvernement est fondamentalement opposé au principe de l'universalité et est en train de le détruire.

Le programme d'allocations familiales, le seul à être destiné aux femmes, a été aboli. Le premier ministre a tenté de désindexer la pension de vieillesse en même temps qu'il a désindexé les allocations familiales. Les titulaires de la pension de vieillesse vont avoir droit cette année à une augmentation énorme de 37c. Les députés de l'autre côté de la Chambre devraient avoir honte. Trente-sept cents de plus pour les membres de notre société qui ont travaillé à l'édification de notre nation. Trente-sept cents—que peuvent-ils faire avec ça? C'est l'augmentation la plus faible en 18 ans. Peut-être la pension de vieillesse sera-t-elle la prochaine au coupe-ret. Et puis, ce sera ensuite au tour des soins de santé. Le gouvernement a déjà réduit les contributions versées aux provinces pour les services de soins de santé.

• (1720)

Depuis trois ans et demi que je suis à la Chambre, j'ai appris que rien n'est sacré pour le gouvernement, à l'exception de ses propres intérêts. Il est temps que les milieux politiques fassent preuve d'humanité et de responsabilité. Il est temps que cela change. Le moment est venu pour le Canada d'avoir un chef qui sache ce que c'est d'essayer de joindre les deux bouts, de monter une petite affaire et de survivre.

Les chefs des deux autres partis représentés à la Chambre sont des hommes, de riches avocats, ignorant totalement les difficultés d'élever une famille avec un revenu limité, et les conséquences des mesures économiques désastreuses de ce gouvernement et de celui qui l'a précédé. Voilà qui dénote un manque total de jugement et de compréhension de leur part.

Il est temps que cela change. Il est temps que les choses changent au Parlement et à la Chambre.

M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la députée de New Westminster vient de nous énumérer toute une liste de points. Il s'agit pour la plupart de questions qui relèvent de la compétence exclusive des provinces. C'est notamment le cas des services sociaux.